

## LES CLIGNOTANTS S'AFFOLENT

Le « politique » peut s'agiter, gesticuler, vibronner, l'« économie » persiste à tracer son sillon. Mais il est vrai que le temps du premier n'est pas le temps de la seconde. Comme le rappelait Louis Gallois, début juillet, la bataille de la productivité sera longue : « *C'est une affaire de dix ans* ». Pour autant, la ligne n'a pas changé : nous devons développer une politique de l'offre, maîtriser nos coûts salariaux, et mener à bien les réformes nécessaires. Le FMI, souvenons-nous en, a révisé à la baisse notre croissance en 2014, confortant ainsi la prévision de l'INSEE, et souligné qu'il ne fallait pas s'attendre à une décrue notable du chômage avant 2016. Le nombre de sans-emploi a bondi de 26 100 au mois de juillet. Des trois grandes économies européennes, la France est la seule à ne pas avoir entamé son redressement, faisant naître le doute auprès de ses investisseurs, la seule à présenter un profil hérissé d'acquis et de privilèges qui sont autant de handicaps dans la mondialisation, la seule à mythifier encore la dépense publique, la seule à regimber devant la réforme et le changement. Et pendant ce temps, le gouvernement allemand vient d'adopter un projet de budget à l'équilibre pour la première fois depuis 1969 ! Certains finissent dans la nuance, pointant la faiblesse des investissements, notamment ceux liés aux infrastructures de transport. La ficelle est un peu grosse car voilà bien une performance historique qui parvient à combiner croissance durable et consolidation des comptes publics. Performance dont nous devrions nous inspirer si nous voulons éviter le déclin. Or, la seule chose que nos gouvernants, ceux d'hier comme ceux d'aujourd'hui, semblent vouloir éviter, c'est la grogne des sénateurs, la colère des cheminots et des aiguilleurs du ciel, l'ire des professions protégées et le courroux de tous les rentiers rassemblés dès qu'il s'agit de modifier leurs habitudes et leur temps de travail. L'occasion de rappeler que la durée effective de travail des salariés à temps complet – un concept large qui inclut la fonction publique – est de 1 661 heures par an dans l'Hexagone en 2013, soit 186 heures de moins que les Allemands, 120 heures de moins que les Italiens, et 239 heures de moins que les Britanniques... Pensons-nous vraiment qu'il s'agit là de la meilleure voie possible pour créer de la richesse et des emplois pérennes ? Au reste, la France

se paupérise par rapport aux grands pays industrialisés et ne reste dans la moyenne de la zone que parce que l'Italie et l'Espagne sont très en dessous de cette moyenne. Un panorama qui appelle de fortes et rapides réactions.

### I. NE PAS RELÂCHER L'EFFORT !

Le contraste, au demeurant, est assez frappant avec le reste du monde qui s'adapte beaucoup plus vite, ne cesse d'évoluer, se réforme, tantôt avec souplesse, tantôt avec raideur. Les premiers temps sont, il est vrai, marqués par quelques crispations sociales, mais lorsque la productivité s'accroît, le malade reprend des couleurs et la confiance revient. Les États-Unis qui traversent un trou d'air temporaire, savent, quand il le faut, soutenir l'économie, prendre des mesures immédiates destinées à accroître la productivité, à augmenter le capital physique et humain, ainsi que le taux d'activité. Compte tenu des derniers chiffres, plutôt bons, de l'emploi et de la production industrielle, le FMI pense que la croissance devrait rebondir dans le deuxième trimestre 2014 et atteindre en 2015 le niveau de 3 %, soit la plus forte progression du PIB américain depuis 2005. De façon générale, les pays récemment « réformés » sont les cibles des investisseurs et les lieux des grands projets. Le cercle vertueux est tracé : la réforme appelle la confiance et la confiance engendre l'investissement, la croissance et l'emploi. La Chine qui reste le premier pays à accueillir les bonnes volontés, mais aussi le Vietnam, le Myanmar, le Mexique sans oublier les États-Unis, dont les coûts salariaux sont plus faibles que dans les pays de l'OCDE, se taillent la part du lion. Malheureusement l'Europe, elle, reste à la traîne. Depuis 2008, les investissements ne cessent d'y reculer.

Pour rivaliser, il nous faudrait éliminer purement et simplement les divers obstacles structurels à l'innovation et à l'investissement, accroître la flexibilité de nos économies, bref, révolutionner nos modes de pensée et nos processus de décision. Mais un danger nous guette, insidieusement tapi dans l'ombre et prêt à toutes les roueries dès qu'il s'agit de relâcher

l'effort et le calendrier des réformes. Ce danger, c'est abandon des règles du Pacte de stabilité. Pacte jugé aussi dogmatique qu'austère par tous ceux qui plaident pour davantage de souplesse quant au déficit et quant à la dette. La belle affaire ! On voit assez bien ce que les pays « cigales » peuvent y trouver : moins de discipline, des délais supplémentaires et l'occasion une fois encore, de « botter en touche » en faisant valoir les efforts en cours. Voie sans issue et lourde de conséquences car chacun sait que la lutte contre les déficits doit continuer à être menée avec fermeté. Les pays « fourmis » le soulignent avec raison : la simplification du Pacte ne doit pas être conduite avec la volonté de s'exonérer des efforts mais de consolider l'édifice. La France, qui a déjà bénéficié de la mansuétude de la commission, doit-elle s'en réjouir ? Notre incapacité, presque légendaire, à nous réformer devrait nous faire réfléchir plus avant. Le Pacte de stabilité qui oblige les États membres à afficher un déficit inférieur à 3 % du PIB et une dette en deçà de 60 %, n'est-il pas une salutaire « épée de Damoclès » qui nous pousse sur la voie du courage, de la discipline et de la croissance ?

## II. LA FRANCE DANS L'IMPASSE

Faudra-t-il attendre une dégradation extrême de la situation française pour imposer dans l'urgence et la douleur les réformes qui n'ont été que trop longuement différées ? Il faut être juste : le pouvoir a pris conscience d'un certain nombre de problèmes qui entravent la bonne marche de notre économie. Une politique de l'offre a été tracée et vient d'être confirmée avec courage et lucidité par le gouvernement – le Pacte de responsabilité cumulé au crédit d'impôt compétitivité emploi en porte témoignage – le cap des réformes est, semble-t-il, maintenu et un dialogue social revisité, modernisé, proche des entreprises, devrait voir le jour. Reconnaissons qu'il s'agit là d'un exercice ô combien nécessaire mais ô combien difficile pour un chef de l'État confronté à la grogne d'une partie de sa « majorité », laquelle ne cesse de dénoncer les « cadeaux » aux entreprises, « l'austérité » et « l'inepte » règle budgétaire des 3 %. La position de François Hollande est à la fois tragique et simple : il n'a pas d'autre choix que d'assumer la confrontation avec ses « rebelles » car il en va de notre crédibilité et de notre souveraineté. Comme il le dit avec force : « *Je veux rendre la France plus forte, plus juste, plus solidaire* ». Or, c'est parce qu'elle sera plus forte, plus compétitive, plus souple et mieux adaptée à la concurrence qu'elle pourra faire œuvre

de justice et de solidarité ! C'est, au reste, ce que ne cessent de clamer les voix les plus autorisées.

La première à s'exprimer depuis la fin du second trimestre ne cesse d'enfoncer le clou, avec courage et pugnacité. C'est la Cour des comptes, et elle ne mâche pas ses mots : après un coup de semonce sur l'exécution du budget de l'État en 2013, complété par un sévère avertissement du Haut Conseil des finances publiques sur la « sincérité » des prévisions pour 2014, la juridiction financière « ose » s'attaquer au « totem » des effectifs. Il faut, dit-elle, aller plus loin pour réduire la masse salariale de l'État, préconisant le gel des effectifs des ministères jugés prioritaires, et la poursuite de la baisse dans les autres. Un levier porteur d'économies qui a suscité un tollé à la gauche de l'échiquier politique. Rien qui surprendra le spectateur engagé que nous sommes.

La seconde souligne que l'action du gouvernement ne répond pas aux défis identifiés. Le Commissaire général à la stratégie et à la prospective – Jean Pisani-Ferry – brise la loi du déni, accepte le constat du déclin français et le documente. Ce n'est pas là une petite affaire, d'autant que l'auteur impute notre échec au choix de la méthode. Une méthode jugée inefficace parce que trop « douce » alors que toutes les expériences étrangères de redressement prouvent que seules réussissent les thérapies de choc. Y sommes-nous préparés ? Avons-nous la classe politique qu'il nous faut ? Jean Pisani-Ferry, lui-même, se garde bien de trop rentrer dans le détail, comme s'il avait conscience que le pouvoir n'est pas encore prêt à faire le grand saut des réformes indispensables. C'est sans doute la raison pour laquelle il se contente de fixer des objectifs afin de rejoindre en 2025 le peloton des 10 pays de l'OCDE où l'on vit le mieux. Et ces réformes indispensables sont connues de tous : baisser les prélèvements sur les entreprises pour rétablir leur taux de marge, en finir avec les 35 heures, accroître la flexibilité du marché du travail, retour à la retraite à 65 ans, supprimer les régimes spéciaux, réduire de façon drastique le nombre de fonctionnaires et réviser leur statut, ouvrir à la concurrence, enfin, les professions protégées. Bref, condamner l'immobilisme ambiant dont s'agace avec raison Jacques Attali : « *La France ne parvient pas à se réformer parce que notre pays est une juxtaposition de corporatismes et de rentiers. C'est dans son ADN (...) Chez nous, chacun protège la rente des autres pour que l'on ne touche pas à la sienne* ». Il faudra que le pouvoir fasse preuve d'une pédagogie certaine et d'un courage peu commun pour parvenir à « modifier » cet ADN et faire de notre pays une terre de croissance et d'emplois.

**Union des Industries  
et Métiers  
de la Métallurgie**

56 avenue Wagram  
75 854 Paris cedex 17  
<http://www.uimm.fr>  
e-mail: [uimm@uimm.fr](mailto:uimm@uimm.fr)